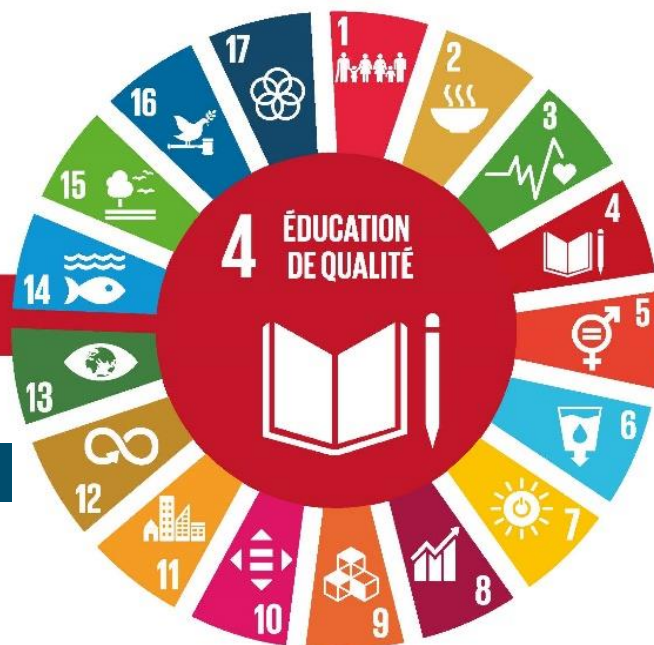


Le Comité directeur de l'ODD-Éducation

Déclaration

Pour un avenir durable, investissez dans l'Éducation



Journée internationale de l'Éducation

Nous sommes à l'aube d'une nouvelle décennie. Notre détermination se doit d'en faire la décennie pour l'éducation - au cours de laquelle les gouvernements investiront dans le renforcement du droit fondamental à l'éducation en tant que la voie la plus viable pour construire un avenir équitable, pacifique et durable.

C'est dans cet esprit que la première Journée internationale de l'éducation de la décennie réaffirme le **rôle profondément transformateur de l'éducation** pour les personnes, la planète, la prospérité et la paix.

A la lumière des défis complexes et interdépendants auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, l'étendue de l'investissement des nations dans une éducation de qualité, **de la petite enfance à l'enseignement supérieur et aux possibilités d'apprentissage tout au long de la vie**, déterminera largement leur résilience, leur stabilité et leur future prospérité.

Nous ne répéterons jamais assez que l'éducation transforme les vies, en donnant à chacun le pouvoir de prendre leur avenir en main, de faire des choix éclairés pour eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés.

Nous disposons de preuves irréfutables démontrant l'impact de l'éducation sur tous les aspects du développement : réduction de la pauvreté, diminution radicale de la mortalité infantile et maternelle, lutte contre le mariage précoce des filles et promotion de l'égalité homme-femme. Chaque année d'éducation supplémentaire se traduit par une augmentation des revenus et des possibilités de trouver un emploi décent.

Alors que nous entrons dans **la dernière décennie de l'Agenda 2030** pour le développement durable, il n'est tout simplement pas envisageable de continuer à avancer face aux grandes tendances qui façonnent le XXI^e siècle – qu'il s'agisse du changement climatique, des bouleversements technologiques ou de l'accélération de la mondialisation – sans élargir considérablement l'offre éducative.

Aujourd'hui, l'éducation est en crise. Parce qu'elle laisse derrière elle des centaines de millions de personnes, en particulier dans les situations de conflit et de crise prolongée ; parce qu'elle ne fait pas assez pour lutter contre les inégalités, notamment entre les sexes ; et parce que, dans de trop nombreux cas, la scolarisation n'est pas encore synonyme d'apprentissage réel.

L'éducation doit aujourd'hui être repensée pour se tourner vers l'avenir et constituer un rempart contre l'intolérance et la violence contemporaines qui alimentent les clivages, amplifiés par les réseaux sociaux. Les écoles, les universités et les établissements doivent être des lieux où l'on cultive les valeurs démocratiques, le respect et la solidarité, et où l'on donne aux individus les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour façonner et orienter l'avenir.

Quelle est donc la voie à suivre ?

Tout d'abord, nous avons besoin **d'une reconnaissance et d'une volonté politique** au plus haut niveau de l'éducation en tant que priorité pour la société, l'innovation et la croissance durable. L'éducation n'est pas un coût – c'est un investissement en les personnes, la planète, la prospérité et la paix.

Pourtant, le sous-financement systématique de l'éducation freine les progrès vers la réalisation de l'Agenda 2030 dans son ensemble et en particulier en Afrique, qui représente les deux tiers du déficit de **financement convenus** en allouant au moins 4 à 6 % du PIB et 15 à 20 % des dépenses publiques à l'éducation. En outre, l'aide internationale à l'éducation doit augmenter en volume et en prévisibilité et cibler les pays qui en ont le plus de besoins, notamment ceux qui accueillent un grand nombre de réfugiés d'âge scolaire.

Deuxièmement, nous devons **agir sur les inégalités** qui sapent la mission de l'éducation et investir dans ce qui crée de l'inclusion et l'égalité des sexes. Il s'agit de garantir un accès équitable à l'éducation en investissant davantage dans les plus marginalisés et vulnérables, dans de nouveaux modèles pédagogiques, dans des programmes d'études remaniés, l'intégration de nouvelles technologies, y inclue l'intelligence artificielle, dans une meilleure formation et un meilleur soutien aux enseignants afin de permettre des parcours d'apprentissage flexibles tout au long de la vie.

Troisièmement, **la responsabilité** : l'éducation est un droit humain et un bien public. Chacun a un rôle à jouer dans sa défense, mais les gouvernements ont la responsabilité première de garantir ce droit par un financement équitable et efficace de l'éducation publique, avec l'engagement de ne laisser personne pour compte.

Nous devons également montrer ce qui fonctionne et pourquoi, notamment grâce à de meilleures données et en particulier pour mieux cerner les causes de l'exclusion, à la collaboration entre les secteurs et au partage des bonnes pratiques.

Enfin, un **engagement sociétal** pour mettre l'enseignement et l'apprentissage au centre des politiques publiques, de l'emploi à la santé en passant par le bien-être social et l'innovation, et susciter une volonté politique.

Aujourd'hui, nous positionnons l'éducation comme **la plus grande ressource renouvelable de l'humanité** – une ressource qui doit être protégée et entretenue pour ouvrir les esprits, promouvoir des valeurs partagées, favoriser une culture de la paix et inventer notre avenir commun sur la base des droits de l'humain, de la dignité et du respect de la diversité.

Nous appelons à un pacte politique et sociétal pour l'éducation afin d'inverser les sombres projections concernant l'objectif de développement durable 4 et de fixer un nouveau cap pour l'éducation, en particulier pour les laissés-pour-compte.

En cette journée internationale, en tant que représentants de la communauté internationale pour l'éducation, nous appelons les dirigeants à relever les défis de l'éducation et de promouvoir des sociétés dans lesquelles l'apprentissage est valorisé comme un droit et notre plus grand atout pour construire un monde meilleur.

Le Comité directeur de l'ODD-Éducation 2030 est un partenariat démocratique et multipartite qui fournit des orientations stratégiques aux États membres et à la communauté éducative, formule des recommandations pour une action catalytique, plaide pour le financement de l'éducation et suit les progrès réalisés pour l'ODD 4. Le Comité directeur est composé en majorité de membres représentant de pays, les agences de coordination du Forum mondial sur l'éducation 2015 (UNESCO, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, ONU Femmes, OIT, Banque mondiale), Partenariat mondial pour l'éducation, l'OCDE, organisations régionales, organisations d'enseignants, société civile, secteur privé, fondations et organisations de jeunesse.

Secretariat du Comité directeur de l'ODD-Éducation 2030
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris France



education2030@unesco.org



www.SDG4education2030.org



@Education2030UN
#ActingTogether4education

